



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la protection des populations**

Service Protection de l'Environnement
2 rue Pélissier
CS 40400
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 02/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL DE L'ENVOLEE

31 bis avenue des Résistants
63260 Aigueperse

Références : DDPP63 2024 02290
Code AIOT : 0056300001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement EARL DE L'ENVOLEE implanté 31 bis avenue des Résistants 63260 Aigueperse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est effectuée dans le cadre de l'opération coordonnée régionale concernant la prévention des risques incendies.

La dernière visite de cet élevage au titre des installations classées pour la protection de l'environnement date du 25/01/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DE L'ENVOLEE
- 31 bis avenue des Résistants 63260 Aigueperse
- Code AIOT : 0056300001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cet élevage soumis à Autorisation ICPE par arrêté spécifique daté du 04/10/2011 pour un effectif maximum en simultané de 60000 animaux-équivalents.

Les installations sont composées de 3 bâtiments d'élevage (en claustration) dans lesquels des

bandes de poulets standards (35-40 jours pour 2,2kgs soit un maximum de 22 poulets/m²) et l'été des poulets BCC (avec un maximum de 17 poulets/m²) sont élevés.

Thèmes de l'inspection :

- Action coordonnée régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Élevage aux abords et bâtiments bien entretenus.

Par contre, l'effectif maximum autorisé de 60000 volailles standards est régulièrement dépassé pour atteindre les 65000 (22000 dans 2 bâtiments et 21000 dans le 3ème bâtiment le jour de l'inspection) ; ce dépassement a déjà fait l'objet d'un constat identique lors de la visite précédente en 2021.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Demande d'action corrective	4 mois
2	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	4 mois
3	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	4 mois
5	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	4 mois
9	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	4 mois
10	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
11	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
6	Accès secours	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
7	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la prévention des risques incendies, la défense extérieure est bien assurée par une réserve d'eau.

Par contre concernant la défense intérieure, malgré la présence de nombreux extincteurs adaptés aux différents risques, ceux-ci n'ont pas été révisés depuis 2017 alors qu'un contrôle annuel est bien prescrit dans l'arrêté de fonctionnement spécifique à l'élevage.

Le réseau électrique n'a pas été vérifié récemment et aucun rapport d'état des cuves de gaz n'a pu être présenté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier installations classées
Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

[...] - le registre des risques (art. 14).

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Absence de registre des risques malgré la présentation de certains documents le composant comme les fiches de données de sécurité des produits chimiques utilisés (produits de nettoyage/désinfection).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place le registre des risques condensant :

- le plan permettant de recenser les zones à risque incendie ou explosion (combustibles : litière, fourrage sec, pneumatiques usés / matières dangereuses : gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais, silos / toitures avec panneaux photovoltaïques et/ou fibrociment d'amiante / dispositifs de lutte contre l'incendie : réserve eau) ;
- les justificatifs de conformité (entretien et vérification) des installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) ;
- les fiches de données et de sécurité ;
- les justificatifs d'entretien des extincteurs ;
- les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques ;
- les consignes de sécurité (n° d'appel, dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre pour assurer la sécurité des personnels et sauvegarde des installations).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Prescription contrôlée :

« 1. L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).

« L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.

« L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

« L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

Constats :

Absence de recensement des zones à risque.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Recenser sur un plan les différentes zones à risque incendie ou explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>« II. L'exploitant recense, sous s.a responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>« Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>« Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>« Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées. »</p>
Constats : <p>Idem point précédent à savoir absence de recensement des zones à risque.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.</p>
Constats :

Les fiches de données de sécurité des produits chimiques employés ont été présentées pour le Fumagri (fumigène désinfectant), Virkon (désinfectant pipettes et bâtiments), Water apa(acidification eau), Pyroline (désinfectant), Kenosan, Axiderm.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fiches de données de sécurité à ranger dans le dossier du registre des risques une fois mis en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

Constats :

Les locaux et abords sont propres et rangés.

Plan de dératisation sous-traité avec la société NOCIVI63 (Chatelguyon) pour une fréquence d'intervention de 4 passages par an ; dernière intervention datée de mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmission à l'inspection du dernier rapport d'intervention dératisation de mai 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Accès secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Accès secours

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des

heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations Existantes.

Constats :

Le site de l'élevage est doté d'une réserve d'eau utilisée pour l'irrigation et pour la lutte contre les incendies ; cette réserve variant entre 300 et 4000m³ est facilement accessible aux services de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

Constats :

Une bouche incendie serait présente dans les 200 mètres autour de l'exploitation mais celle-ci ne fournirait pas le débit requis selon les déclarations de l'exploitant. Dans ces conditions, une réserve d'eau double emploi (irrigation et lutte contre l'incendie) a été créée sur le site ; cette réserve est dimensionnée pour laisser 300m³ d'eau disponible pour la lutte incendie après les besoins pour l'irrigation.

Cette réserve est un bassin creusé au fond duquel une bâche a été installée pour le rendre étanche ; une clôture de sécurité doit être installée dans un futur proche.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Constats :

Ce site d'élevage présente différents risques d'incendie liés à l'électricité, le gaz ou les

hydrocarbures à proximité.

Les 3 bâtiments d'élevage sont dotés d'extincteurs dont :

- 1er bâtiment immatriculé VQ63AAK : 2 extincteurs 9kgs à poudre (un dans le sas et l'autre à l'opposé du bâtiment vérifiés en 2017) ;
- 2ème bâtiment immatriculé VQ63AOF : 2 extincteurs 9kgs à poudre (un dans le sas et l'autre de l'autre à l'opposé du bâtiment vérifiés en 2017) et 1 extincteur 5kgs à CO2 (vérification inconnue) ;
- 3ème bâtiment immatriculé VO63BBA : 2 extincteurs 9kgs à poudre (un dans le sas et l'autre à l'opposé du bâtiment vérifiés en 2017) et 1 extincteur à CO2 vérifié en septembre 2017.

Un extincteur à poudre supplémentaire est installé dans le local poubelle situé entre les bâtiments 1 et 2 dont la dernière vérification date également de septembre 2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les extincteurs doivent faire l'objet d'une vérification périodique de leur bon fonctionnement (à la fréquence annuelle prescrite par l'arrêté d'autorisation spécifique à l'EARL de l'envolée en son article 34.3).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant

Notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Constats :

Les bâtiments sont approvisionnés en gaz de ville et gaz propane (2 cuves dont une de 4000L et l'autre de 760L).

Des vannes de barrage sont bien présentes sur les murs des bâtiments cependant celle du 1er bâtiment n'est pas protégée sous coffret.

Les extincteurs n'ont pas fait l'objet d'une vérification depuis 2017 pour certains et cette date de vérification n'est pas connue pour d'autres.

Les consignes de sécurité sont affichées dans un seul bâtiment, les deux autres en sont dépourvus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Équiper toutes les vannes de barrage gaz situées à l'extérieur des bâtiments d'une protection

(coffret), faire vérifier les extincteurs et inclure les positions des extincteurs/vannes de barrage gaz sur le plan des risques.
Placarder les consignes de sécurité dans tous les bâtiments d'élevage (sur les murs des sas sanitaires).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des Risques.

Constats :

Par le passé, l'élevage était suivi par une entreprise d'électricité qui a déposé le bilan ; depuis, quelques travaux de modernisation de l'éclairage (néons remplacés par leds) ont été menés par l'entreprise SOCMA par contre le réseau électrique n'a fait l'objet d'aucune vérification depuis ces 5 dernières années.

Concernant les cuves de gaz présentes sur le site, celles-ci sont mises à disposition par Primagaz et remplies régulièrement après chaque bande de volailles. La petite cuve aurait été installée depuis 2 ans sur le site selon les déclarations de l'éleveur ; ces cuves seraient vérifiées régulièrement par Primagaz mais aucun rapport de contrôle de l'étanchéité notamment n'a été présenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mener une vérification du réseau électrique et fournir la dernier rapport de contrôle/entretien des cuves de gaz.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

« L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

« Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. »

Constats :

Absence de justificatifs démontrant la vérification récente des extincteurs.
Selon l'arrêté d'autorisation spécifique à l'élevage, cette vérification est annuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Faire vérifier tout le parc à extincteurs et mener les entretiens nécessaires suite à l'état des lieux. Les justificatifs seront présentés au service d'inspection. Par la suite, cette vérification doit être maintenue annuellement comme prescrit dans l'arrêté d'autorisation spécifique à l'élevage de l'Envolée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois